

Dépôts :

Le 7 février 1957, une proposition de loi tendant à compléter, en ce qui concerne les agents du service actif du réseau souterrain des égouts de la Ville de Paris, l'article premier du décret n° 53-1258 du 16 décembre 1953 modifiant l'article 30 du décret portant règlement d'administration publique du 5 décembre 1949 fixant le régime de la Caisse nationale des retraites des agents des collectivités locales, n° 4071. — Le 6 décembre 1957, une proposition de loi tendant à la réorganisation de la musique de la Garde républicaine de Paris, n° 6098.

Interventions :

Son rapport, au nom du 3^e bureau, sur les opérations électorales du département de la Drôme [19 janvier 1956] (p. 13). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement : *Ses observations sur les conséquences économiques et financières de la crise de Suez, la nécessité d'une solution négociée du problème algérien, la faillite de la politique des blocs militaires* [19 décembre 1956] (p. 6164, 6165) ; *le désarmement, le retrait éventuel des troupes soviétiques et des troupes américaines d'Europe, la nécessité de l'union entre les socialistes et les communistes* (p. 6166, 6167). — Dépose une demande d'interpellation sur le conflit des employés de banque, est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation et la développe : *Attitude du Représentant du Ministre des Finances à la Commission de conciliation, faible rémunération des employés de banque, compressions du personnel et augmentation des capitaux des banques, unité des trois Fédérations dans la revendication* [23 juillet 1957] (p. 3880) ; *Responsabilités du Ministre des Finances dans la prolongation de la grève, dévalorisation de la profession des employés de banque par rapport aux professions similaires* (p. 3884) ; *Insuffisance des salaires et légitimité des revendications* (p. 3884, 3885) ; *Son ordre du jour (non soumis à l'Assemblée)* (p. 3886). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, Crédits militaires, SECTION COMMUNE : *Situation difficile des artistes de la musique de la Garde républicaine* [27 février 1958] (p. 1123) ; *Disproportion entre leur talent et leur rémunération* (p. 1123, 1124).

BORDENEUVE (M. Jacques), Sénateur
(G. D.).

Secrétaire d'Etat aux Arts et Lettres

(Cabinet Guy MOLLET)

du 1^{er} février 1956 au 13 juin 1957,

Secrétaire d'Etat aux Arts et Lettres

(Cabinet BOURGÈS-MAUNOURY)

du 17 juin 1957 au 6 novembre 1957,

Ministre de l'Education nationale

(Cabinet Pierre PELIMLIN)

du 14 mai 1958 au 1^{er} juin 1958.

Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Arts et Lettres* (Cabinet Guy Mollet) [1^{er} février 1956] (J. O. du 2 février 1956) (p. 1387).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi sur la propriété littéraire et artistique : *Rôle de la Commission de la propriété intellectuelle, influence des techniques modernes sur la diffusion des œuvres artistiques, tradition nationale de la défense et de la protection des auteurs, nécessité d'adopter un texte précis et complet* [20 avril 1956] (p. 1425, 1426) ; Art. 15 : *Amendement de M. Dumas tendant à permettre à l'auteur d'une œuvre cinématographique de s'opposer, en vertu de son droit moral, à l'utilisation d'une contribution inachevée* (p. 1428) ; Art. 17 : *Amendement de M. Deixonne tendant à supprimer le dernier alinéa (Contrat liant l'auteur de l'œuvre cinématographique au producteur)* (p. 1429) ; Art. 34 bis : *Amendement de M. Perche tendant à limiter à trois ouvrages le droit de préférence accordé à l'éditeur* (p. 1432) ; Art. 35 : *Amendement de M. Deixonne tendant à supprimer la possibilité de convertir en annuités forfaitaires les droits provenant des contrats en vigueur* (p. 1434) ; Art. 35 bis : *Amendement de M. Dumas conférant le droit de cession à l'éditeur* (p. 1435) ; Art. 41 : *Amendement de M. Deixonne étendant le droit de suite des auteurs à la vente des œuvres graphiques et plastiques par les commerçants* (p. 1437) ; Art. 44 : *Amendement de M. Dumas supprimant l'autorisation de l'auteur pour les diffusions publiques* (p. 1438) ; Art. 45 : *Amendement de M. Dumas tendant à faire percevoir les droits d'auteur par le producteur cinématographique* (p. 1439) ; Art. 55 : *Amendement de M. Perche fixant à un an le délai imparti*

à l'éditeur pour réaliser l'édition (p. 1441) ; en deuxième lecture [17 décembre 1956] (p. 6040, 6041) ; Art. 45 : Amendement de M. Deixonne tendant à supprimer les dispositions prévoyant qu'un règlement d'administration publique fixera les conditions dans lesquelles les communes bénéficieront d'une réduction des redevances (p. 6047) ; Amendement de M. Roland Dumas relatif au paiement des redevances dues au titre de l'exploitation publique de l'œuvre cinématographique (p. 6048). — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956 ; EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-61 : Amendement indicatif de Mlle Marzin (Création d'emplois de gardiens et de magasiniers de bibliothèques) [15 juin 1956] (p. 2655) ; Chap. 31-65 : Amendement indicatif de M. Perche (Création de vingt emplois d'adjoints d'archives) (p. 2656) ; Chap. 31-75 : Amendement indicatif de M. Vayron relatif au traitement des gardiens d'immeubles (p. 2656) ; Chap. 35-84 : Situation des jardiniers nationaux (p. 2660) ; Chap. 36-71 : Fonctionnement de la réunion des théâtres lyriques nationaux ; subvention pour les théâtres de province (p. 2664, 2665) ; Chap. 43-72 : Amendement indicatif de Mlle Rumeau relatif au prélèvement de 1 0/0 en faveur des artistes (p. 2668) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957 ; Art. 14, Etat C, EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS, Titres 3 et 4 : Augmentation du budget des arts et lettres ; aide au théâtre et à la musique ; création de la Caisse nationale des lettres ; réorganisation nécessaire du service des antiquités ; décentralisation du service de l'architecture [27 novembre 1956] (p. 5153) ; Affectation de 1 0/0 des crédits de construction aux travaux de décoration ; effort consenti en faveur des monuments historiques ; établissement d'un plan de reconstruction des édifices les plus connus ; réforme de la procédure relative au fonds de concours ; décentralisation des musées, des bibliothèques, des archives ; améliorations apportées à la situation des directeurs régionaux des foyers archéologiques ; aide apportée aux théâtres lyriques régionaux ; association possible des arts et des lettres aux Jeux olympiques (p. 5178, 5179) ; — du projet de loi relatif à la prolongation du mandat de certains administrateurs de la Régie autonome des transports parisiens : Problème des tarifs, dépôt du projet de loi relatif à la réforme de la R. A. T. P. [17 décembre 1956] (p. 6039) ; —

Présente sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Arts et Lettres*, le 21 mai 1957. Cette démission est acceptée le 10 juin 1957 (Séance du 12 juin 1957, p. 2681). — Cesse d'expédier les affaires courantes [13 juin 1957] (*J. O.* du 14 juin 1957, p. 5923). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Arts et aux Lettres* (Cabinet Bourguès-Maunoury) [17 juin 1957] (*J. O.* du 18 juin 1957, p. 6083). — Présente sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Arts et aux Lettres* [30 septembre 1957] (p. 4464). — Sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Arts et aux Lettres* est acceptée le 16 octobre 1957 (Séance du 18 octobre 1957, p. 4509). — Cesse d'expédier les affaires courantes [6 novembre 1957] (*J. O.* du 6 novembre 1957, p. 10451). — Est nommé *Ministre de l'Education nationale* (Cabinet Pierre Pflimlin) [14 mai 1958] (*J. O.* du 14 mai 1958, p. 4623). — Présente sa démission de *Ministre de l'Education nationale* le 28 mai 1958. Cette démission est acceptée le 31 mai 1958 (Séance du 1^{er} juin 1958, p. 2575). — Cesse d'expédier les affaires courantes [1^{er} juin 1958] (*J. O.* du 2 juin 1958, p. 5279).

BOSCARY-MONSSERVIN (M. Roland),

Député de l'Aveyron (I. P. A. S.).

Ministre de l'Agriculture

(Cabinet Félix GAILLARD)

du 6 novembre 1957 au 14 mai 1958,

Ministre de l'Agriculture

(Cabinet Pierre PFLIMLIN)

du 14 mai 1958 au 1^{er} juin 1958.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). — Est nommé : membre de la Commission de l'agriculture [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502) (1) ; membre de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [31 janvier 1956] (p. 161) (2) ; juge suppléant de la Haute-Cour de justice constitutionnelle [5 mai 1956] (p. 1798).

Dépôts :

Le 25 janvier 1956, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 55-679 du

(1) Démissionnaire [7 novembre 1957] (p. 4683).

(2) Démissionnaire [23 février 1956] (p. 476).